



Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde

Potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest

Résumé

Auteurs : R. Blein, B. Soulé, B. Faivre-Dupaigre, B. Yérïma

L'objectif de l'étude est de contribuer à un débat constructif avec l'ensemble des acteurs en mettant à disposition les éléments d'information et d'analyse permettant d'éclairer la question : **l'agriculture ouest-africaine dispose t'elle d'un potentiel suffisant pour nourrir sa population et à quelles conditions ? La région peut-elle assurer la sécurité alimentaire d'une population qui double en 25 ans, sans un recours massif aux importations ?**

L'étude s'appuie sur les enseignements tirés des mutations des agricultures ouest africaines des 25 dernières années. Elle croise une analyse quantitative avec l'analyse des dynamiques et des trajectoires des agricultures dans leur diversité. L'étude identifie et discute quatre scénarios qui sont autant de contextes possibles pour les agricultures ouest africaines au cours des 25 prochaines années.

Durant les 25 dernières années, l'augmentation de la production a répondu à la demande croissante en s'appuyant sur une extension des surfaces cultivées

Sur la période 1980-2005, la population de l'Afrique de l'Ouest a doublé. Malgré un contexte défavorable, les agriculteurs de la région ont répondu à cette demande, et ce en maintenant une dépendance faible à l'égard des exportations, de l'ordre de 10 à 15% des calories consommées. La région est autosuffisante en tubercules, fruits, légumes et céréales sèches.

La croissance des productions s'est basée essentiellement sur une extension des surfaces cultivées et très peu sur l'accroissement des rendements.

Quatre scénarios pour 2030 : l'agriculture d'Afrique de l'Ouest peut répondre à la croissance de la demande, à certaines conditions

L'étude identifie quatre scénarios pour 2030 en fonction de trois principaux facteurs de contexte (international, régional, environnemental) qui vont affecter le développement des agricultures.

Le premier scénario (A) est tendanciel. Il considère que le contexte reste dominé par l'instabilité internationale et régionale. Il conduit à une saturation de l'espace, à la déforestation, et à une crise écologique majeure. Il repose sur une extension des surfaces cultivées en l'absence d'incitation à la modernisation des structures de production et d'intensification modérée. Mais, ce qui a été possible au cours des 25 dernières années, la croissance agricole par la consommation des ressources naturelles, ne l'est plus !

Le deuxième scénario (B) « *la croissance agricole par la transformation massive de l'agriculture* » combine un contexte international, régional et environnemental favorables. Il se traduit par un doublement des rendements en 25 ans, ce qui amène à multiplier par 3 les volumes produits. Compte tenu de la propension des urbains à accroître la consommation de riz, la couverture des besoins exige de maîtriser l'eau sur près de 5 millions d'ha. La production de viandes permet de couvrir la demande. La production de lait s'améliore ainsi que le taux de couverture de la demande, mais sans toutefois couvrir l'ensemble des besoins. Les excédents céréaliers, mais aussi de tubercules et de sous produits des cultures agro-industrielles tels que les tourteaux de coton, d'arachide, etc. permettent d'envisager la mise en place d'une industrie de production d'aliments du bétail plus

compétitive, notamment pour relancer les filières volailles et porcs mais aussi pour redéployer des formes d'embouches bovines et ovines, répondant mieux à l'évolution des préférences alimentaires. Ce scénario tourne le dos aux tendances récentes. Il est conforme aux orientations formulées par les Gouvernements et les organisations régionales. Il rejoint les ambitions des organisations paysannes. Il cherche à offrir des perspectives de développement à la majorité des producteurs. Il est réaliste dans la mesure où les gains de productivité par hectare, nécessaires à la réalisation d'un tel scénario sont atteignables pour la plupart des cultures. **De tels résultats sont déjà obtenus, avec les techniques connues**, par des groupes d'exploitants (le riz à l'Office du Niger, le maïs dans la Boucle du Mouhoun, la diversification à Kano au Nigeria, etc.). **Il est réalisable avec les connaissances actuelles**. Il n'en est pas moins indispensable de préparer l'avenir en réinvestissant sérieusement dans la recherche.

Le scénario C combine le A et le B. Le mouvement de modernisation ne concerne qu'une minorité de producteurs. C'est aussi un peu le scénario qui se dessine en creux derrière le débat sur la capacité de l'agriculture familiale à répondre à la demande. Nombre de décideurs sont aujourd'hui tentés par une vision duale : soutenir l'agriculture traditionnelle pour des motivations sociales et de sécurité alimentaire des ménages ruraux d'un côté ; accompagner les exploitations innovantes vers des formes d'agriculture entrepreneuriale de l'autre. Cependant, cette vision n'offre des perspectives de modernisation et d'intensification qu'à une partie des petits producteurs.

Le quatrième scénario (D) « *Crise régionale dans un contexte international favorable* » est inverse au scénario C : le contexte régional est défavorable alors que les autres paramètres sont favorables. Il se traduit par une forte croissance des produits d'exportation tirés par la demande mondiale et par la stagnation des productions alimentaires. C'est un scénario catastrophe sur le plan de la dépendance alimentaire de la région. Il conduit à favoriser les productions d'exportation. Ce scénario n'est pas improbable. Il correspondrait à une certaine incapacité de la région à saisir l'opportunité d'une amélioration de l'environnement économique et commercial international.

La nécessité de politiques publiques volontaristes

Les **agricultures régionales peuvent répondre à la demande régionale et se repositionner sur les marchés internationaux. Mais pour cela elles ont besoin de politiques publiques régionales et nationales ambitieuses**. Les producteurs ont besoin d'un **environnement régional porteur**, avec des **marchés mieux régulés**. Ils ont besoin d'un environnement suffisamment sécurisé pour pouvoir investir et ils ne pourront le faire que s'ils ont à disposition des services financiers adaptés, des formes de couverture des risques, etc. **Le développement de l'agriculture de la région nécessite une véritable stratégie d'intégration régionale, une union douanière avec une politique commerciale qui permet une réelle régulation des marchés intérieurs**. Pour être ambitieuses et mobiliser les ressources indispensables, ces politiques doivent s'appuyer sur une vision partagée du développement des agricultures régionales.

Clarifier la vision implique de raisonner la taille des unités de production vers laquelle il convient de tendre pour assurer leur viabilité économique et rémunérer correctement les producteurs, en prenant en compte la variabilité des systèmes de production et les situations locales.

Enfin, l'étude confirme que **la compétitivité des produits alimentaires ne repose que partiellement sur la compétitivité agricole. L'efficacité globale des filières** et la capacité du secteur artisanal et industriel de fournir des produits locaux transformés est aussi largement questionnée, si l'on cherche à conquérir les marchés régionaux, à fortiori lorsqu'ils s'urbanisent rapidement. Les politiques publiques doivent aussi investir l'environnement de la production.